



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16541
8 mai 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 8 MAI 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU COSTA RICA AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Les 4 et 5 mai 1984, le Gouvernement nicaraguayen a fait distribuer, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, des notes (S/16529, S/16530 et Corr.1 et S/16534) qui concernent le Costa Rica, notes auxquelles M. Carlos José Gutiérrez, ministre des relations extérieures du Costa Rica, a dûment répondu, comme l'indique la communication ci-jointe adressée à M. Miguel D'Escoto, ministre des relations extérieures du Nicaragua.

Les notes du Gouvernement nicaraguayen trahissent par leur forme et leur contenu des sentiments d'amertume et de rancœur ainsi qu'un manque de respect pour la vérité.

Nous, Costa-riens, comprenons bien la douleur d'un peuple frère qui, depuis des dizaines d'années, verse son sang pour trouver sa voie politique, dans la liberté. Nous souhaiterions que cette quête soit terminée, non seulement pour des raisons humanitaires profondes mais également parce que ces luttes touchent et affectent le Costa Rica.

Des Nicaraguayens persécutés, de diverses obédiences idéologiques, ont demandé ou demandent actuellement l'asile politique sur notre terre. Des milliers d'entre eux ont étudié et continuent d'étudier dans nos collèges et nos universités. Élias, d'autres Nicaraguayens, blessés du fait des luttes fratricides de leur peuple, ont occupé et continuent d'occuper des lits dans nos hôpitaux.

Notre commerce avec l'Amérique centrale et les investissements dans notre pays sont gravement compromis par les luttes internes au Nicaragua.

Tout cela ne semble pas suffire aux gouvernants du Nicaragua qui, apparemment, souhaiteraient que nos actions soient guidées par les convictions idéologiques et les tactiques qu'ils élaborent. Une fois de plus, ils ne respectent pas et oublient notre démocratie, nos profondes convictions pluralistes et notre foi inébranlable dans la liberté. Tant au niveau de son gouvernement interne qu'à celui de ses relations internationales, le Costa Rica se développe dans le respect

d'un certain nombre de principes. En effet, c'est seulement ainsi que la bonne foi peut prévaloir sur les mauvaises intentions; que la vérité peut l'emporter sur le mensonge.

Notre respect pour les engagements que nous avons pris auprès du Groupe de Contadora en acceptant de traiter, dans le cadre de ce Groupe, des problèmes de l'Amérique centrale, nous obligent à faire preuve de discrétion lorsque nous avons recours dans ce domaine aux instances de l'Organisation des Nations Unies.

Mais comme le Nicaragua a fait distribuer ces notes, nous sommes dans l'obligation d'y répondre. Le Gouvernement nicaraguayen a jugé utile de joindre à ces notes des copies de lettres émanant de divers secteurs de l'administration publique du Costa Rica. Il a également fait publier dans des périodiques costa-riciens des communiqués destinés au peuple du Costa Rica et signés par le chauffeur de l'ambassade du Nicaragua dans notre pays.

Les lettres qui ont été reproduites ont été choisies à dessein, pour déformer arbitrairement les faits et pour confondre l'opinion publique internationale. Le Costa Rica ne possède pas de réseau d'espionnage au Nicaragua car il respecte le droit international.

Mon gouvernement ne s'opposera pas à ce que les actes de nos autorités soient rendus publics, mais il faudrait que ceux des autorités nicaraguayennes le soient aussi, simultanément. Il serait bon et utile que le Conseil de sécurité connaisse toute la vérité et pas seulement les tentatives visant à déformer cette vérité.

Il est paradoxal de noter que le Gouvernement nicaraguayen a été en mesure de publier des communiqués dans des périodiques costa-riciens mais que, pour leur part, les autorités nicaraguayennes imposent des restrictions à leurs propres citoyens, y compris aux évêques catholiques, en matière de publications. Ces autorités usent donc d'une liberté qu'elles refusent à leur peuple. Ce qu'elles semblent ignorer, c'est que la force qui émane de cette liberté est la seule qui garantisse la paix interne d'une nation.

Face aux attaques injustifiées, le Costa Rica conserve la tranquillité. Nous ne tenons pas à aggraver les problèmes sérieux du Nicaragua. Mais nous refusons aussi de devenir ses boucs émissaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note ainsi que celui de la communication ci-jointe du Ministre des relations extérieures du Costa Rica, M. Carlos José Gutiérrez, en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Fernando ZUMBADO

Annexe

Lettre datée du 30 avril 1984, adressée au Ministre des relations
extérieures du Nicaragua par le Ministre des relations extérieures
et du culte du Costa Rica

J'ai l'honneur, par la présente, d'accuser réception de votre note du 28 avril dernier, dans laquelle vous portez à ma connaissance la grave situation causée par l'attaque, par des éléments de l'Alliance démocratique révolutionnaire, de la localité de San Juan del Norte, en territoire nicaraguayen, attaque qui aurait été lancée à partir du territoire costa-ricien.

Je tiens, à cet égard, à vous réaffirmer, comme je l'ai fait le 18 avril dernier à l'ancien Ministre des relations extérieures, M. Victor Hugo Tinoco, que le Gouvernement costa-ricien contrôle totalement les activités qui se déroulent sur son territoire et que, de ce fait, il ne permet pas que des actions militaires soient réalisées à partir de ce territoire contre le Gouvernement du Nicaragua. Par contre, le Gouvernement costa-ricien possède suffisamment d'éléments de preuve pour conclure que les forces de l'Alliance démocratique révolutionnaire contrôlent une vaste zone de la rive nicaraguayenne du Río San Juan, de sorte qu'elle n'aurait pas besoin d'utiliser le territoire costa-ricien comme point de départ pour ses incursions armées.

Des accusations sont lancées dans cette même note contre le Vice-Ministre de l'intérieur et de la police, M. Enrique Chacón, et contre d'autres fonctionnaires de la Direction des services de renseignement et de sûreté. Ceux-ci sont accusés de collaboration avec des éléments hostiles à votre gouvernement, ces allégations étant fondées sur des documents présentés comme des preuves irréfutables, qui ont été obtenus de manière illicite du Ministère de l'intérieur et de la police et de celui de la sûreté publique. Je ne peux que réfuter catégoriquement ces accusations, non seulement parce qu'elles ne correspondent pas à la vérité, mais également parce que la documentation transmise ne met pas en cause les fonctionnaires que vous avez mentionnés. Comme le confirment les documents eux-mêmes, la mise en liberté de M. Miguel Bolaños Hunter a en effet été ordonnée par le juge d'instruction de Liberia, Guanacaste. Vous n'êtes pas sans savoir qu'au Costa Rica, le pouvoir judiciaire agit en toute indépendance et que de ce fait, le pouvoir exécutif n'est pas en mesure de déterminer le cours de ses décisions.

Par ailleurs, dans votre note, vous demandez au Gouvernement costa-ricien de garantir le retour dans votre pays de 15 citoyens nicaraguayens qui se trouveraient encore sur le territoire costa-ricien. A ce sujet, je dois vous faire savoir qu'à l'exception de M. Mario Dubois García, qui a présenté une demande d'asile politique, et de Mme Zeneida Jirón qui a été transférée hier à l'ambassade du Nicaragua au Costa Rica en vue d'être rapatriée, les autres Nicaraguayens ne se trouvent pas sur le territoire de mon pays et que le Gouvernement nicaraguayen devrait par conséquent entreprendre des recherches sur son propre territoire.

Enfin, je tiens à souligner que le Gouvernement costa-ricien considère que le Gouvernement du Nicaragua ne remplit pas encore les conditions nécessaires pour permettre la reprise du dialogue dans le cadre de la Commission mixte.

Le Ministre des relations extérieures
et du culte du Costa Rica,

Carlos José Gutiérrez

